

fonds à divers secteurs de l'industrie. Les agriculteurs ne réclament pas de cadeaux. Ils veulent subvenir à leurs propres besoins. Ils veulent marcher la tête haute. C'est pourquoi ils ont toujours été si productifs. Ils veulent qu'on leur donne la chance de se débrouiller.

On pourrait prendre de nombreuses initiatives dans le domaine du financement, qui n'entraîneraient pas de fortes dépenses gouvernementales. Ce ne sont pas des mesures onéreuses pour le contribuable. Dans de nombreux cas, il s'agit simplement de faire preuve de bon sens. Il est insensé de majorer les taxes sur le carburant. Il est extrêmement coûteux de faire le plein avant que le tracteur ne se rende dans les champs le matin. Quand on remplit le réservoir de 100 gallons d'un tracteur—et de nombreux tracteurs ont des réservoirs de cette taille—la taxe sur le carburant peut s'élever à \$100. C'est un engagement financier de ce genre dont l'agriculteur doit tenir compte à l'époque des semailles. Ces sommes ne sont pas réinjectées dans le secteur privé, mais remises au gouvernement. Si nous avons des ennuis financiers, il est insensé d'une part d'imposer les agriculteurs au point de les acculer à la faillite et, d'autre part, d'établir des programmes coûteux pour leur venir en aide. Il y aurait des moyens beaucoup plus faciles d'assurer la survie et la rentabilité des exploitations agricoles.

● (1210)

On pourrait faire bien des choses, et certains de mes collègues en diront un mot au cours du débat. Nous voulons parler non seulement des céréales dans l'Ouest mais aussi du programme des paiements anticipés. Dans de nombreux cas, ce programme a été efficace. Il a permis de remettre des fonds aux producteurs au moment des récoltes. Lorsque les ventes sont étalées sur une certaine période, cela est à l'avantage tant du gouvernement que des agriculteurs.

Quant à la loi sur le paiement anticipé des récoltes pour les céréales de l'Ouest, je ne vois pas pourquoi le gouvernement n'augmente pas ses versements. Lorsqu'on examine l'historique de ce programme, on constate qu'il a été très efficace. Les pertes ont été minimales. Le gouvernement acquitte les intérêts sur ces paiements. La Commission canadienne du blé a contracté des emprunts au taux d'escompte moins $\frac{1}{4}$ p. 100, taux beaucoup plus avantageux que ce que l'agriculteur peut obtenir. Plus la Commission canadienne du blé peut emprunter d'argent au taux privilégié moins $\frac{1}{4}$ p. 100, pour le réinjecter dans l'économie agricole, mieux c'est pour le système en général. Pourtant, ce gouvernement refuse d'augmenter les avances versées aux agriculteurs de l'Ouest.

J'ai eu l'occasion d'interroger le ministre sur le principe des obligations agricoles. Ce n'est encore qu'un principe, dont il faudrait étudier l'application; il est conçu pour que l'argent produit par l'agriculture reste dans ce secteur. Il est illogique que, lorsqu'un agriculteur vend son exploitation et veut utiliser cet argent comme régime de retraite, il soit obligé de le mettre dans l'économie par l'intermédiaire de fonds de fiducie, de dépôts à terme, etc. pour minimiser l'impôt. Qu'y a-t-il de répréhensible à vouloir donner des encouragements pour que cet argent qui a été produit par l'agriculture reste dans le secteur? Cela diminuerait les besoins financiers de la SCA, et le ministre de l'Agriculture n'aurait pas besoin de recourir autant aux établissements bancaires. Cependant, le gouvernement et

le ministre ne nous présentent aucune proposition financière innovatrice.

Il y a eu un an, en juin, j'ai entendu le ministre de l'Agriculture dire à la radio que, très prochainement, la Société du crédit agricole disposerait d'un milliard de dollars à prêter aux agriculteurs à des taux d'intérêt préférentiels. Toutefois, nous constatons que la SCA ne peut même pas lever des fonds sur le marché intérieur. Cela n'a absolument aucun sens. Ce fait confirme la réputation du ministre qui parle beaucoup, mais ne fait pas grand-chose. C'est regrettable pour les agriculteurs de ce pays.

A bien des égards, notre secteur agricole est excessivement réglementé. On craint dans l'ouest du Canada qu'il n'y ait pas suffisamment de wagons réservés aux producteurs. Il n'y en a pas assez de disponibles. C'est pourtant une façon pour l'agriculteur d'amener ses grains aux marchés et d'économiser sur les coûts de manutention. Il y a également des problèmes dans le secteur fruitier de Colombie-Britannique. On m'a dit que même si les producteurs donnaient leurs fruits aux conserveries, celles-ci ne pourraient pas concurrencer les produits venant de l'étranger. Sur la côte est, des problèmes se posent dans le secteur de la pomme de terre.

Le gouvernement n'a pas réussi à négocier convenablement avec les Américains. Ceux-ci sont notre meilleur voisin et notre meilleur partenaire commercial. Cela ne signifie pas que nous devons nous incliner devant eux lorsqu'il y a des négociations. Le gouvernement actuel n'a pas entretenu les rapports qui s'imposaient avec les Américains, avec qui nous voulons commercer et qui sont obligés d'avoir des échanges commerciaux avec nous. Ils nous expédient en grandes quantités les fruits et légumes qui ne sont pas en saison au Canada et d'autres que nous ne pouvons pas cultiver. Nous avons certes beau jeu dans notre commerce avec les États-Unis. Le ministre n'exploite pas la situation au mieux des intérêts de nos producteurs.

Je voudrais dire un mot de ce que je perçois comme le drame réel, soit l'attitude qui s'empare du gouvernement. Les agriculteurs ne demandent pas l'aumône, mais seulement de pouvoir être productifs. Ils n'ont pas besoin d'un tas de subventions et de faveurs, seulement de la possibilité d'être productifs. Si nous pouvons soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux, nous pourrions nous passer d'une grande partie de l'aide et de l'encouragement qui nous arrive de temps à autre. Ce qu'il faut, c'est un bon climat économique.

La politique du gouvernement a ceci de tragique qu'elle change constamment. Elle est offerte en réaction aux situations de fait, au lieu d'être centrée sur les travaux très prometteurs de recherche et de développement. Il serait possible de mettre au point des céréales ayant les caractéristiques des légumineuses, ce qui réduirait considérablement le coût de production et aiderait nos producteurs à être concurrentiels. Que fait le gouvernement? Il réduit les activités de recherche fondamentale. Nos recherches ne se font que sur le produit existant. Nos producteurs devraient disposer des meilleures variétés d'insecticides, de pesticides et d'engrais ainsi que des résultats des meilleures recherches effectuées dans le domaine. Ils seraient bien mieux en mesure d'affronter la concurrence.

Le gouvernement n'a pas réussi à favoriser un climat sain lors des négociations avec les provinces. Le programme de stabilisation des prix de la viande rouge est un bon exemple à cet égard. Si je ne m'abuse, le gouvernement n'a pas participé réellement aux discussions, ce qui est fort regrettable. Il en